

MINISTÈRE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE

*Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
Grand Est*

Strasbourg, le 07 novembre 2017

*Unité Départementale du Bas-Rhin  
Équipe Centre*

**RAPPORT DE L'INSPECTION  
DES INSTALLATIONS CLASSÉES  
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**Objet :** Mise en conformité IED, prévention des risques accidentels, contrôle de la radioactivité, renouvellement des agréments– SITE DERICHEBOURG Environnement – ESKA situé au 15 rue du Havre à 67000 STRASBOURG,

**PJ :** Projet d'arrêté préfectoral complémentaire

## **1 – OBJET DU PRÉSENT RAPPORT**

Par arrêté préfectoral n°1350 du 18 mars 1976 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 mai 2006, la société DERICHEBOURG Environnement-ESKA – 15 rue du Havre à STRASBOURG est autorisée à exploiter un établissement relevant de la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles dite « IED » comprenant notamment des installations classées sous la rubrique n°3532 créée pour la transposition de cette directive.

Les installations de cette nature, régulièrement autorisées antérieurement au nouveau classement et qui n'entraient pas précédemment dans le champ d'application de la directive 2008/1/CE relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution dite « IPPC », doivent faire l'objet d'une mise en conformité des prescriptions associées à leur autorisation d'exploiter.

Ces prescriptions doivent, si tel n'est pas déjà le cas, comprendre :

- des valeurs limites d'émission (VLE) ;
- des modalités de surveillance des émissions, de la qualité des sols et des eaux souterraines ;
- des modalités de transmission des résultats de cette surveillance et d'évaluation du respect des VLE ;
- des exigences concernant la cessation d'activité.

En application de l'article R 515-82 du code de l'environnement, l'exploitant doit avoir déposé depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014:

- un dossier de mise en conformité comprenant notamment une comparaison des techniques qu'il met en œuvre avec les meilleures techniques disponibles décrites par les documents de référence européens ;
- un rapport de base décrivant l'état du site d'implantation de l'installation.

Le dossier de mise en conformité a été remis le 16 juillet 2015.

L'exploitant a également produit une étude de dangers, remise le 30 novembre 2015 et complétée au mois de février 2017.

Enfin, une demande de renouvellement des agréments délivrés pour le broyage d'une part, le démontage et la dépollution d'autre part des véhicules hors d'usage a été introduite le 10 octobre 2017.

## **2 – ANALYSE DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

Les prescriptions associées à l'autorisation d'exploiter et relatives aux émissions industrielles se trouvent dans l'arrêté d'autorisation n° 1350 du 18 mars 1976 et ses compléments, particulièrement celui du 22 mai 2006. Les arrêtés préfectoraux portant agrément pris successivement au cours des dernières années ont complété les prescriptions relatives aux eaux.

Ce cadre de prescription, notablement renforcé en 2006, nécessite des ajustements que l'on trouvera dans le projet joint.

En particulier, la question des rejets atmosphériques est porteuse d'enjeux propres aux broyeurs de déchets. La conjonction de l'élévation de température et de la présence de résidus organiques peut conduire à la formation de polluants persistants tels notamment les dioxines. La formation de composés organiques volatils est aussi à redouter.

Un contrôle inopiné réalisé en 2014 avait montré la présence, en quantité faible, de tels polluants. De manière à ce qu'il puisse être statué sur ce point, il est proposé de procéder à quatre campagnes d'analyses à partir desquelles l'exploitant définira et justifiera un protocole de surveillance adapté et proportionné.

L'étude de dangers, remise le 30 novembre, motive un ensemble de prescriptions reprises à l'article 9 du projet joint. Ces prescriptions concernent principalement la disposition des divers dépôts sur le site. Elles actent la présence de sept poteaux d'incendie normalisés et la capacité de confinement des eaux d'extinction sur le site.

Enfin, à l'article 10, sont proposées des prescriptions particulières au contrôle de la radioactivité des arrivages, inspirées de la circulaire correspondante du 30 juillet 2003 qui constitue un référentiel technique pertinent en la matière.

Le renouvellement sollicité des deux agréments n'appelle pas d'observations de l'inspection des installations classées. Il est proposé à l'article 11.

### **3 – CONCLUSION**

En référence à ce qui précède, le projet ci-annexé met en conformité, avec les exigences de la directive « IED » transposée, les prescriptions d'exploitation de l'établissement de la rue du Havre de la société DERICHEBOURG Environnement-ESKA, impose une surveillance des rejets atmosphériques pour la définition ultérieure d'un programme élargi d'autosurveillance, définit des prescriptions de prévention des risques en référence aux éléments de l'étude de dangers, établit un cadre minimal de contrôle de la radioactivité des arrivages et des actions en cas de contrôle positif, renouvelle jusqu'au 21 mai 2024 les agréments de la société ESKA pour le traitement des VHU.

La mise en conformité avec les exigences de la directive « IED » sera suivie, après la parution de la décision d'exécution de la Commission européenne établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives au traitement des déchets, de la procédure de réexamen prévue et décrite aux articles L 515-28 et R 515-70 et suivants du code de l'environnement.

A cette occasion, les prescriptions réexaminées seront fusionnées en un seul texte codificatif.